

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 30 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

ENERFEES - Les Fermiers de Janzé

ZA de la Chauvelière
Rue Charles Lindbergh
35150 JANZE

Références : UD 35/2023-76
Code AIOT : 0005521764

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2022 dans l'établissement ENERFEES - Les Fermiers de Janzé implanté Zone d'activité du Bois du Teillay 35150 JANZE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée durant la phase de démarrage du méthaniseur (suite aux premiers apports de digestat).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENERFEES - Les Fermiers de Janzé
- Zone d'activité du Bois du Teillay 35150 JANZE
- Code AIOT : 0005521764
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est un site de méthanisation de matières organiques dans le but de produire du biométhane injectable dans le réseau ainsi que des matières fertilisantes utilisable en agriculture.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conformité au dossier d'autorisation
- Mise en place des procédures:
- Respect des prescriptions de lutte contre les risques de pollutions, d'explosion et d'incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Contrôle des accès à l'installation	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article Article 5	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
3	Astreinte	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 50 bis	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
6	Consignes et signalétiques relatives aux risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 8	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
9	Injection d'air dans le biogaz	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 35	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
10	Phase de démarrage	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 26	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
13	Isolement des eaux accidentelles	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 43, sauf alinéas 1	/	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conception et aménagement général des installations	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article Article 3	/	Sans objet
4	Programme de maintenance préventive	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 39	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Formation des personnes intervenant sur site	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 22	/	Sans objet
8	Zones à atmosphères explosives (ATEX)	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 36 :- Alinéa 1- Alinéa 2- Alinéa 4, phrase 1- Alinéa 6	/	Sans objet
12	Rétentions	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 42, sauf :- Point I, alinéa 5, phrase 1- Point I, alinéa 6- Point II, alinéa 4	/	Sans objet
15	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article Article 4.2.2	/	Sans objet
16	Dossier de conformité	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article Article 1.7	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Destruction du biogaz	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 10 (sauf alinéa 4)	/	Sans objet
11	Raccords des tuyauteries de biogaz	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 34	/	Sans objet
14	Gestion des nuisances odorantes	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 29, sauf :- alinéa 4- alinéa 13- alinéa 15	/	Sans objet
17	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.2.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté des écarts de mise en oeuvre des installations vis à vis du dossier d'autorisation transmis.

Lors de l'inspection, la clôture du site était incomplète et le système de gestion des eaux de rétention n'était pas opérationnel.

L'exploitant n'a pas encore rédigé l'ensemble des procédures nécessaire à la bonne gestion du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conception et aménagement général des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article Article 3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Implantation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est implantée et réalisée conformément aux plans joints à la demande d'autorisation. Le plan détaillé précisant les emplacements des différents équipements et les dispositifs associés ainsi que les adaptations réalisées est mis à jour chaque fois que nécessaire.
Constats : L'installation présente des mises en œuvre qui diffèrent des plans fournis. Notamment, les ouvrages de réception des déchets solides ne respectent pas les caractéristiques inscrites à l'art 1.2.3 de l'arrêté Préfectoral d'autorisation du 16 juillet 2020. De même, la fosse à fumier a une capacité de 1200 m ³ , au lieu de 800 m ³ comme initialement prévu. L'inspection a également constaté une évolution de l'implantation du local électrique. > Il appartient à l'exploitant de lister l'ensemble des évolutions par rapport au dossier d'autorisation, de se mettre en conformité ou, le cas échéant, de porter à la connaissance du préfet l'ensemble de ces modifications en se positionnant sur leur éventuel caractère substantiel. Par un mail en date du 29/12/22, l'exploitant informe l'IIC qu'il a déposé un dossier modificatif du permis de construire (Récépissé de dépôt en date du 23/12/22 fournis). Pour autant ceci ne constitue pas un Porter à Connaissance (PAC) au vue de l'Art R181-46 du code de l'Environnement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Contrôle des accès à l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article Article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Clôture
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres de manière à interdire toute entrée non autorisée à l'intérieur du site. Toutefois, pour les installations implantées sur le même site qu'une autre installation classée dont le site est déjà clôturé, l'exploitant peut justifier dans l'étude d'impact qu'une simple signalétique peut être suffisante. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des matières à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée de l'installation
Constats : L'inspection a constaté l'absence de clôture à l'ouest du site, en limite de la rétention du digesteur et du post-digesteur. L'exploitant a expliqué que le merlon a été réalisé récemment et qu'il est nécessaire de différer la pose de la clôture afin de garantir sa stabilité. Cette pose est envisagée au printemps 2023. > L'inspection rappelle que l'exploitation a démarré, que le digesteur est rempli et que l'injection est prévue pour février 2023. A l'heure actuelle, l'accès à des équipements sensibles n'est pas interdit.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Astreinte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 50 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Une astreinte opérationnelle vingt-quatre heures sur vingt-quatre est organisée sur le site de l'installation. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'un service de maintenance et de surveillance du site composé d'une ou plusieurs personnes qualifiées, désignées par écrit par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients induits et des produits utilisés ou stockés dans l'installation.</p> <p>Ce service pourra être renforcé par du personnel de sous-traitance qualifié. Cette sous-traitance est obligatoire dès lors que l'exploitant n'a désigné, hors sous-traitance, qu'une seule personne pour la surveillance du site. Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de 30 minutes suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage du percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosions. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>L'exploitant déclare avoir mis en place une astreinte. En cas de défaut, le salarié d'astreinte reçoit un SMS. Pour cela, il est équipé d'un téléphone lui donnant accès au système de gestion du site. Les 4 salariés recrutés habitent à moins de 30 min du site.</p> <p>Durant la première année, l'exploitant a souscrit un contrat d'accompagnement avec les fournisseurs des équipements de méthanisation.</p> <p>> L'exploitant n'a pas rédigé l'ensemble des procédures d'interventions en cas de déclenchement d'alarme en dehors des heures ouvrées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Programme de maintenance préventive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 39
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation.</p> <p>Ce programme est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place. Ce programme inclut notamment, y compris pour les installations existantes dès la publication de cet arrêté, la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive.</p> <p>Dans le cas des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse nécessitant des opérations répétées de chargement et de déchargement de matières, la vérification de l'étanchéité des équipements est opérée à chaque manipulation ou a minima sur une base mensuelle. Après deux ans de fonctionnement de l'installation, l'exploitant effectue un contrôle des systèmes de recirculation du percolat et un curage de la cuve de stockage associée. Cette fréquence peut ensuite être adaptée, elle est alors portée au programme de maintenance préventive. L'exploitant réalise en outre un contrôle de la fiabilité des analyseurs de gaz installés (CH₄, O₂) à une fréquence semestrielle.</p> <p>Toutes les installations électriques sont maintenues en bon état et sont vérifiées par une personne compétente selon une périodicité adéquate fixée par le programme de maintenance préventive, ainsi que lors de leur mise en service ou de leur modification. Les rapports de ces vérifications sont tenus à la disposition des installations classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant a souscrit un contrat d'un an avec le fournisseur du système de gestion de la méthanisation qui assure : la formation des salariés, l'assistance à la gestion du site ainsi que la maintenance périodique (pièces et mains d'œuvre) 3, 6, 9 et 12 mois. Il doit en être de même pour la partie hygiénisation et purification du gaz.</p> <p>L'exploitant déclare vouloir mettre en place un outil de gestion du programme de maintenance durant l'année 2023 tout en se laissant le temps d'appréhender et de compiler les outils proposés par ses différents fournisseurs.</p> <p>L'inspection rappelle que le programme de maintenance préventive et de vérification périodique devait être défini avant la mise en service de l'installation. Ce programme est de la responsabilité de l'exploitant et non de ses sous-traitants.</p> <p>L'inspection a souhaité connaître les modalités retenues par l'exploitant dans le cadre du contrôle semestriel d'étanchéité que prescrit la réglementation (appareil de détection, produit moussant, ...). A ce jour l'exploitant ne les a pas définies.</p> <p>> Il appartient à l'exploitant de le faire.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Formation des personnes intervenant sur site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 22
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Avant le premier démarrage des installations, l'exploitant et son personnel, y compris le personnel intérimaire, sont formés à la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance de l'installation, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Les formations appropriées pour satisfaire ces dispositions sont dispensées par des organismes reconnus ou des personnels compétents sélectionnés par l'exploitant. Le contenu des formations est décrit et leur adéquation aux besoins et aux équipements installés est justifiée. La formation initiale mentionnée à l'alinéa précédent est délivrée à toute personne nouvellement embauchée. Elle est renouvelée selon une périodicité spécifiée par l'exploitant et validée par les organismes ou personnels compétents ayant effectué la formation initiale. Le contenu de cette formation peut s'appuyer sur des guides faisant référence.</p> <p>A l'issue de chaque formation, les organismes ou personnels compétents établissent une attestation de formation précisant les coordonnées du formateur, la date de réalisation de la formation, le thème, le contenu de la formation et sa durée en heures. Cette attestation est délivrée à chaque personne ayant suivi les formations.</p> <p>Avant toute intervention, les prestataires extérieurs sont sensibilisés aux risques générés par leur intervention. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.</p>
Constats : <p>Actuellement seul le responsable d'exploitation a suivi des formations. Les 3 autres salariés ont été embauchés le 5 décembre 2022. Un plan de formation a été présenté lors de la visite. Les formations extérieures se dérouleront au 1er semestre 2023 dont la majorité sera suivie au cours du 1er trimestre.</p> <p>L'exploitant sera accompagné par la société qui a fourni les équipements de méthanisation, durant, a minima, le premier trimestre.</p> <p>Le document de sécurités pour les intervenants extérieurs a été présenté lors de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Consignes et signalétiques relatives aux risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Des consignes relatives à la prévention des risques sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Elles font l'objet d'une communication au personnel permanent ainsi qu'aux intérimaires et personnels entreprises extérieures appelés à intervenir sur les installations. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ; -l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ; -l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; -l'obligation d'un permis d'intervention pour les parties concernées de l'installation ; -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ainsi que les conditions de destruction ou de relargage du biogaz ; -les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, et notamment du biogaz ; -les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ; -les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, du personnel d'astreinte visé à l'article 50 bis, des services d'incendie et de secours, etc. ; -la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; -les instructions de maintenance et de nettoyage ; -l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.</p>
<p>Constats : L'ensemble des procédures n'a pas encore été rédigé par l'exploitant. Le zonage ATEX est bien identifié, selon l'exploitant. Le site étant en phase de finalisation des installations, tous les affichages ne sont pas en place. L'inspection a vérifié par sondage que les affichages étaient présents.</p> <p>> L'exploitant doit établir l'ensemble des consignes, procéder à leur affichage et s'assurer de leur connaissance par l'ensemble des personnels.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Destruction du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 10 (sauf alinéa 4)
Thème(s) : Actions nationales 2022, Risques d'incendie et d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation du biogaz. Cet équipement est présent en permanence sur le site et est muni d'un arrête-flammes. Les équipements disposant d'un arrête-flammes conçu selon les normes NF EN ISO 16852 (de janvier 2017) ou NF ISO 22580 (de décembre 2020) sont présumés satisfaire aux exigences du présent article.</p> <p>Dans le cas de l'utilisation d'une torchère, l'étude d'impact devra en préciser les règles d'implantation et de fonctionnement. Notamment, les torchères installées doivent être mises en route avant le remplissage total des unités de stockages de biogaz. Dans le cas d'une torchère asservie, l'exploitant tient à disposition de l'inspection les pressions de service de la torchère et d'ouverture des soupapes.</p> <p>Pour les installations existantes au 1er juillet 2021, dans le cas où cet équipement n'est pas présent en permanence sur le site, l'installation dispose d'une capacité permettant le stockage du biogaz produit jusqu'à la mise en service de cet équipement. L'exploitant définit dans un plan de gestion, au plus tard le 1er janvier 2022, les mesures de gestion associées à ces situations d'indisponibilités et garantissant la limitation de la production et un stockage du biogaz compatible avec le délai maximal de disponibilité de ses moyens de destruction ou de valorisation de secours. Ce délai ne peut être supérieur à 6 heures.</p> <p>Lorsque le torchage s'avère nécessaire en cas de dépassement de la capacité établie au précédent alinéa, la durée de torchage est recensée et versée au programme de maintenance préventive. Si dans le cours d'une année, et à l'exception des opérations de maintenance et des situations accidentelles liées à l'indisponibilité du réseau de valorisation en sortie d'installation, il est recensé plus de trois événements de dépassement de capacité de stockage ayant impliqué l'activation durant plus de 6 heures d'une torchère ou à défaut d'une soupape de décompression, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un bilan de ces événements, une analyse de leurs causes et des propositions de mesures correctives de nature à respecter les dispositions du précédent alinéa.</p>
Constats : <p>Une torchère est bien présente sur le site. Le site n'étant pas encore en production l'ensemble des éléments n'est pas encore en service.</p> <p>Au jour de l'inspection, en l'absence de production de biogaz, il n'y a pas eu de déclenchement. Le représentant de la société Biogest a indiqué que le seuil de déclenchement de la torchère correspond à l'atteinte d'un volume entre 95 et 98 % de la capacité de stockage de biogaz.</p> <p>Il a été confirmé en séance par l'exploitant que le déclenchement de la torchère intervient avant le déclenchement des soupapes.</p> <p>L'implantation correspond à celle définie dans le dossier de demande d'autorisation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Zones à atmosphères explosives (ATEX)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 36 :- Alinéa 1- Alinéa 2- Alinéa 4, phrase 1- Alinéa 6
Thème(s) : Actions nationales 2022, Risques d'incendie et d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'atmosphère explosive, qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsqu'elles sont confinées (local contenant notamment des canalisations de biogaz), ces zones sont équipées de détecteurs fixes de méthane ou d'alarmes. Une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane.</p> <p>Le risque d'explosion ou toxique est reporté sur un plan général des ateliers et des stockages, affiché à l'entrée de l'unité de méthanisation, et indiquant les différentes zones correspondant à ces risques. Dans chacune des zones ATEX, l'exploitant identifie les équipements ou phénomènes susceptibles de provoquer une explosion ou un risque toxique et les reporte sur le plan ainsi que dans le programme de maintenance préventive visé à l'article 39.</p> <p>Les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance sont raccordées à une alimentation de secours électrique.</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple, alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...).</p>
<p>Constats :</p> <p>Zone ATEX bien identifiée.</p> <p>Les éléments visés dans le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) fournis avant la visite tendent à démontrer que les équipements mis en place répondent aux exigences des zones ATEX.</p> <p>L'inspection ne s'est pas assurée, lors de l'inspection, de la correspondance des matériels présents avec les matériels cités dans le DOE)</p> <p>> Le site étant en phase de finalisation, des installations l'ensemble des affichages n'est donc pas en place.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Injection d'air dans le biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 35
Thème(s) : Actions nationales 2022, Risques d'incendie et d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsqu'il existe un dispositif d'injection d'air dans le biogaz destiné à en limiter par oxydation la teneur en H ₂ S, ce dispositif est conçu pour prévenir le risque de formation d'une atmosphère explosive ou doté des sécurités permettant de prévenir ce risque. L'exploitant établit une consigne écrite sur l'utilisation et l'étalonnage du débitmètre d'injection d'air dans le biogaz.
Constats : L'exploitant n'a pas rédigé les documents d'exploitation mais a, à sa disposition, les consignes écrites de ses fournisseurs. Un système d'injection d'air est installé. Le site étant en cours de construction, il n'y a pas de production de gaz. > L'exploitant doit établir la consigne écrite sur l'utilisation et l'étalonnage du débitmètre d'injection d'air dans le biogaz.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30 jours

N° 10 : Phase de démarrage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 26
Thème(s) : Actions nationales 2022, Risques d'incendie et d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation, à partir des consignes proposées et explicitées par le concepteur des installations. Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion, que l'exploitant met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation. Pendant ces phases, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.
Constats : Les consignes proposées par le concepteur des installations ont été présentées. Cependant, la consigne spécifique que doit rédiger l'exploitant sur la base de ces consignes n'est pas établie. > Il appartient à l'exploitant de rédiger cette procédure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30 jours

N° 11 : Raccords des tuyauteries de biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 34
Thème(s) : Actions nationales 2022, Risques d'incendie et d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane sont soudés lorsqu'ils sont positionnés dans ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes, autre que le local de combustion, d'épuration ou de compression. S'ils ne sont pas soudés, une détection de gaz est mise en place dans le local (une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane).</p> <p>Les canalisations de biogaz et de biométhane ne passent pas dans des zones confinées. Si cela n'est pas possible, notamment pour les installations existantes, une information de risque appropriée est réalisée et une ventilation appropriée est installée dans les zones confinées. Les conduites de biogaz et le système de condensation du biogaz doivent être à l'épreuve du gel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon l'exploitant, aucun local accueillant des personnes n'est situé à proximité immédiate des tuyauteries contenant du gaz.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 42, sauf :- Point I, alinéa 5, phrase 1- Point I, alinéa 6- Point II, alinéa 4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Risques de pollution des milieux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Tout stockage de matière entrantes ou de digestats liquides, ou de matière susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, y compris les cuves à percolat, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -100 % de la capacité du plus grand réservoir ; -50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>II.-La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>III.-A l'exception des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse pour lesquelles les dispositions suivantes ne sont applicables qu'aux rétentions associées aux cuves de percolat, les rétentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité répondant à l'une des caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à 10⁻⁷ mètres par seconde. -une couche d'étanchéité en matériaux meubles telle que si V est la vitesse de pénétration (en mètres par heure) et h l'épaisseur de la couche d'étanchéité (en mètres), le rapport h/ V est supérieur à 500 heures. L'épaisseur h, prise en compte pour le calcul, ne peut dépasser 0,5 mètre. <p>Ce rapport h/ V peut être réduit sans toutefois être inférieur à 100 heures si l'exploitant démontre</p>

sa capacité à reprendre ou à évacuer le digestat, la matière entrante et/ ou la matière en cours de transformation dans une durée inférieure au rapport h/V calculé.

L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.

IV.-Le cas échéant, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

V.-Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

VI.-Pour les installations dont le dossier complet de demande d'autorisation a été déposé avant le 1er juillet 2021, l'exploitant recense dans un délai de deux ans à compter de cette date les rétentions nécessitant des travaux d'étanchéité afin de répondre aux exigences des dispositions du présent article. Il planifie ensuite les travaux en quatre tranches, chaque tranche de travaux couvrant au minimum 20 % de la surface totale des rétentions concernées. Les tranches de travaux sont réalisées au plus tard respectivement quatre, six, huit et dix ans après le 1er juillet 2021.

Constats :

Le système de rétention du digesteur, du post digesteur et du stockage principal de digestat liquide est en place. L'inspection a constaté la présence de batardeaux au niveau des deux accès à la rétention.

Les documents envoyés préalablement à la visite ne comportent pas les éléments justificatifs quant au respect des prescriptions relatives à l'étanchéité de la rétention principale. L'inspection rappelle qu'outre l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009, l'article 74.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 juillet 2020 prescrit les objectifs minimaux à atteindre pour la rétention du digesteur en matière de perméabilité.

> L'exploitant doit justifier du caractère suffisamment étanche de la rétention principale.

Le poste de chargement (digestat liquide) et de déchargement (lisier et lactosérum) comporte une cuve en béton, cette dernière est compartimentée en trois, un compartiment par type de produit/déchet. Selon l'exploitant, les compartiments communiquent en partie supérieure (cloisons de séparation non pleines). Ainsi en cas de montée en charge trop importante dans l'un des compartiments, l'excédent est évacué au niveau du trop plein implanté en partie haute de la cuve qui s'évacue dans la rétention principale.

L'exploitant s'est équipé de véhicules et de système de chargement et de déchargement des digestats limitants les risques lors des phases de chargement et de déchargement.

> L'inspection rappelle que les véhicules en charge des opérations de chargement/déchargement doivent impérativement être stationnés sur l'aire bétonnée destinée à cet effet lors de ces opérations.

Des traces d'écoulement de lisier sont visibles sur la paroi extérieure de la cuve de chargement/déchargement. L'exploitant a indiqué qu'elles avaient pour origine une erreur de manipulation lors d'un déchargement (mauvais positionnement du bras de déchargement). Il a été constaté que des mesures complémentaires ont été depuis mises en œuvre en partie supérieure de la cuve au niveau des orifices de remplissage afin de prévenir tout écoulement vers l'extérieur dans le cas où cela se reproduirait.

> L'inspection émet de sérieuses réserves sur les modalités de chargement/déchargement retenues actuellement.

En partie inférieure de la cuve, des piquages permettent le chargement/déchargement des véhicules. L'exploitant a indiqué que ces piquages ne seront utilisés qu'en secours, en cas d'utilisation de véhicules ne disposant pas de bras de chargement.

> A l'heure actuelle, les zones des piquages ne sont pas équipées de dispositif prévenant les risques de collision lors des manœuvres des véhicules. En outre, tel que présenté, les véhicules ne seront pas positionnés sur une aire de dépôtage permettant de collecter les égouttures.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 43, sauf alinéas 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Risques de pollution des milieux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne dans des bâtiments couverts, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation à déclenchement automatique ou commandable à distance pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées.</p> <p>Ces dispositifs permettant l'obturation des différents réseaux (eaux usées et eaux pluviales) sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.</p> <p>En l'absence de pollution préalablement caractérisée, les eaux confinées qui respectent les limites autorisées à l'article 44 peuvent être évacuées vers le milieu récepteur. Lorsque ces limites excèdent les objectifs de qualité du milieu récepteur visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement, les eaux confinées ne peuvent toutefois être rejetées que si elles satisfont ces objectifs. Dans le cas contraire, ces eaux sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p>Constats : Les eaux météoriques de la rétention principale sont collectées via des regards puis rejoignent le réseau d'eaux pluviales. Une vanne de confinement est implantée sur la canalisation de collecte des eaux pluviales de la rétention. L'exploitant a précisé que la vanne a été implantée récemment. Il a été constaté, lors de l'inspection, que la vanne est en position ouverte. Les fixations du dispositif de manœuvre sont défectueuses (défaut de scellement) et ce dispositif n'est pas aisément manœuvrable.</p> <p>>L'exploitant doit rendre opérationnelle la vanne de barrage et la maintenir en position fermée. Une consigne écrite doit définir la procédure de vidange des eaux pluviales de rétention et les contrôles préalables à réaliser.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'une vanne automatique a été installée récemment en sortie de bassin de confinement. Il n'a cependant pas été en mesure de confirmer qu'elle est opérationnelle et quelles en sont les modalités de déclenchement.</p> <p>Par courriel en date du 29/12/22, l'exploitant informe que la vanne manuelle permettant de vidanger les EP est fonctionnelle et fermée. Une photo montrant la vanne fermée et correctement scellée, a été jointe au mail.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 7 jours

N° 14 : Gestion des nuisances odorantes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 29, sauf :- alinéa 4- alinéa 13- alinéa 15
Thème(s) : Actions nationales 2022, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes, et éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.</p> <p>Il réalise à cet effet un dossier consacré à cette problématique, joint au programme de maintenance préventive visé à l'article 39, qui comporte notamment la liste des principales sources d'émissions odorantes vers l'extérieur, qu'elles soient continues ou discontinues, et qui mentionne le débit d'odeur correspondant.</p> <p>L'exploitant d'une installation dotée d'équipements de traitement des odeurs, tels que laveurs de gaz ou biofiltres, procède au contrôle de ces équipements au minimum une fois tous les trois ans. Ces contrôles, effectués en amont et en aval de l'équipement, sont réalisés par un organisme disposant des connaissances et des compétences requises ; ils comportent a minima la mesure des paramètres suivants : composés soufrés, ammoniac et concentration d'odeur. Les résultats de ces contrôles, précisant l'organisme qui les a réalisés, les méthodes mises en œuvre et les conditions dans lesquelles ils ont été réalisés, sont reportés dans le dossier mentionné à l'article 39.</p> <p>L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique.</p> <p>Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances constatées et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte.</p> <p>L'exploitant tient à jour et joint au dossier mentionné à l'article 39 un cahier de conduite de l'installation sur lequel il reporte les dates, heures et descriptifs des opérations critiques réalisées.</p> <p>En cas de plainte, le préfet peut exiger la production, aux frais de l'exploitant, d'un nouvel état des perceptions olfactives présentes dans l'environnement. Les mesures d'odeurs et d'intensité odorante réalisées selon les méthodes normalisées de référence sont présumées satisfaire aux exigences énoncées au présent article. Ces méthodes sont fixées dans un avis publié au Journal officiel.</p>
<p>Constats : Le filtre est bien en place. Il n'y a pas eu de plainte lors des premières livraisons de déchets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article Article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Prescription contrôlée</p> <p>Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ..)- les secteurs collectés et les réseaux associés- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature(interne ou au milieu)</p> <p>Constats : Le plan des réseaux présent dans le dossier de demande d'autorisation ne fait pas apparaître le réseau de collecte des eaux pluviales de la rétention principale. Le plan présent dans le dossier des ouvrages exécutés fait apparaître ce réseau. Selon ce dernier, les eaux collectées dans la rétention sont directement rejetées dans le réseau de la zone d'activités, sans transiter préalablement dans le bassin de confinement du site. Le dossier de demande d'autorisation précise que l'ensemble des eaux pluviales transitent dans le bassin de confinement. L'exploitant a indiqué que les eaux pluviales de la rétention transitent bien par le bassin de confinement, le plan présent dans le DOE serait donc erroné.</p> <p>> Il appartient à l'exploitant de disposer d'un plan des réseaux à jour. Une copie de ce plan sera transmise à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Dossier de conformité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article Article 1.7
Thème(s) : Situation administrative, Conformité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Avant le premier démarrage de l'installation, l'exploitant informe le préfet de l'achèvement des installations par un dossier technique établissant leur conformité aux conditions fixées par l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation et par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection le dossier de conformité. Les stockages déportés de digestat n'ont pas été audités par SOCOTEC selon le document remis. Il revient en conséquence à l'exploitant de compléter le dossier de conformité pour les stockages déportés existants.</p> <p>> Il revient en conséquence à l'exploitant de compléter le dossier de conformité pour les stockages déportés existants.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Moyen de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens nécessaires d'alerte des services d'incendie et de secours ainsi que de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. - d'une réserve d'eau de 120 m ³ et de la disponibilité de 2 poteaux incendie de la zone d'activité, assurant au minimum un besoin en eau de 240 m ³ pendant deux heures.
Constats : Il a été constaté que la réserve d'eau de 120 m ³ est présente mais est quasiment vide. > L'exploitant doit rendre opérationnel ses moyens de lutte contre l'incendie en veillant à la disponibilité de la réserve d'eau de 120 m³ Par courriel en date du 29/12/22, l'exploitant informe l'IIC que le réservoir est opérationnel. Une photo de la poche de réserve d'eau remplis a été également transmise.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet